

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION
ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

C A B I N E T

**COMPTE RENDU DU CONSEIL
DES MINISTRES**

(MC-RP N°009-2021)

Ousséni TAMBOURA

Ouagadougou, le 17 mars 2021

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou,
le mercredi 17 mars 2021,
en séance ordinaire, de 09 H 15 mn à 15 H 30 mn,
sous la présidence de
Son Excellence Monsieur Christophe Joseph Marie DABIRE,
Premier ministre, Chef du Gouvernement, par délégation.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour,
entendu une communication orale,
procédé à des nominations
et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Le Conseil a adopté **un décret** portant renouvellement des Membres du Tribunal militaire de Ouagadougou, au titre de l'année judiciaire 2020-2021.

L'adoption de ce décret permet la nomination de magistrats de sièges, de magistrats du Parquet militaire, d'un juge chargé de l'application des peines, de juges assesseurs militaires et d'autorités chargées de l'exécution des peines.

Ce décret vient en application des dispositions de la loi n°24/94 ADP du 24 mai 1994 et ses modificatifs n°007/98/AN du 31 mars 1998 et n°44-2017/AN du 04 juillet 2017 portant Code de justice militaire.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté trois (03) rapports.

Le premier rapport est relatif aux marchés publics en exécution dans le cadre du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) et qui sont en situation de souffrance de paiement du fait de l'insécurité en zones fragiles.

Au total 157 dossiers physiques de marchés publics ont été répertoriés dont 66 marchés entièrement exécutés et 06 marchés partiellement exécutés. Par ailleurs 85 marchés ont été recalés pour des raisons autres que la question sécuritaire.

Le montant global des contrats exécutés entièrement et partiellement s'élève à **23 231 817 061 F CFA**, pour un montant dû de **2 257 593 073 F CFA**.

Le Conseil a instruit le ministre chargé des Finances à prendre les mesures suivantes :

- pour les marchés ayant fait l'objet de réception provisoire et de paiement avec constitution de garantie de parfait achèvement et en attente de réception définitive, autoriser la main levée de la garantie ;
- pour les marchés ayant fait l'objet de réception provisoire et de paiement avec retenue à la source, autoriser le paiement des retenues de garantie après établissement d'une attestation de bonne fin d'exécution ;
- pour les marchés entièrement exécutés et n'ayant pas fait l'objet de réception, autoriser le paiement des soldes sans constitution de caution ni de prélèvement de retenue de garantie ;
- pour les marchés partiellement exécutés, autoriser la résiliation des contrats pour cas de force majeure et le paiement des acomptes établis sur la base des états contradictoires ou attachements reçus et permettre également la libération de la garantie de bonne exécution.

Le deuxième rapport est relatif à **un projet de loi** de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021.

Cette loi rectificative de la loi de finances permet de prendre en compte la nouvelle configuration des ministères, intervenue suite aux élections couplées du 22 novembre 2020. Il s'agira essentiellement de regrouper les ressources des anciens ministères fusionnés et de prendre en compte les changements de dénomination. Il permet également aux ministères et institutions de réaliser leurs besoins d'ajustements qui ne peuvent pas s'opérer par la voie réglementaire.

Avec cette loi rectificative l'épargne budgétaire s'établit définitivement à **36 119 908 000 F CFA** contre **24 469 514 000 F CFA** dans la loi de finances initiale. Cette hausse s'explique par l'augmentation des ressources internes et leur affectation en grande partie au financement de dépenses d'investissements.

Le déficit budgétaire reste au même niveau de **540 800 107 000 F CFA** que celui de la loi de finance initiale, du fait de la couverture des ouvertures de dépenses par les ouvertures additionnelles de recettes ou des annulations de dépenses en contrepartie, soit 5,6% du PIB nominal.

Le besoin de financement reste inchangé et est entièrement couvert à travers le recours aux emprunts obligataires.

Le budget exercice 2021 ajusté s'élève ainsi donc à **2 128 983 415 000 F CFA** en recettes et à **2 669 783 522 000 F CFA** en dépenses.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission dudit projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le troisième rapport est relatif à la location de bâtiments au profit de l'Administration.

L'adoption de ce rapport permet la location de six (06) bâtiments au profit de l'Administration publique et de trois (03) autres au profit d'organismes régionaux et internationaux.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a adopté trois (03) décrets.

Il s'agit :

- d'un décret portant nomination dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire divisionnaire ;
- d'un décret portant nomination dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire principal ;
- d'un décret portant nomination dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire.

L'adoption de ces décrets permet à titre de régularisation, la nomination de 03 inspecteurs de sécurité pénitentiaire divisionnaire, de 35 inspecteurs de sécurité pénitentiaire principal et de 69 inspecteurs de sécurité pénitentiaire, conformément au décret n°2017-0866/MJDHPC/CAB du 21 septembre 2017 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de la commission d'avancement du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté **un décret** portant introduction d'une tutelle scientifique sur les offres de formation post-baccalauréat dans les écoles et centres de formation professionnels de l'Etat (ECFPE).

Ce décret s'inscrit dans la dynamique d'une amélioration de la qualité du système de formation supérieure. Il consiste à adapter ces offres de formation aux standards du système Licence-Master-Doctorat (LMD) et aux autres diplômes académiques (BTS, Ingéniorat) sur la base de la signature d'une convention-cadre de partenariat entre les écoles et centres de formation professionnels de l'Etat et les institutions d'enseignement supérieur et de recherche.

L'adoption de ce décret donne l'opportunité aux écoles et centres de formation professionnels de l'Etat d'offrir une valeur universitaire à leurs offres de formation post-baccalauréat sans déroger à leur vocation.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté **un décret** portant réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel (SLM), des aliments pour nourrissons et jeunes enfants et des ustensiles d'alimentation.

Ce décret permet la révision du décret n°93-279/PRES/SASF/MICM du 27 septembre 1993 portant commercialisation et pratiques afférentes aux produits de substitution du lait maternel.

L'adoption de ce décret vise la protection de la santé des nourrissons et des jeunes enfants par un contrôle et une réglementation plus stricts de la commercialisation des substituts du lait maternel.

II. COMMUNICATION ORALE

II. Le ministre de l'Eau et de l'assainissement a fait au Conseil une communication relative à la célébration de la Journée mondiale de l'eau prévue le 22 mars 2021.

La Journée mondiale de l'eau et de l'assainissement instituée le 22 décembre 1992 par l'Assemblée générale des Nations Unies est célébrée le 22 mars de chaque année. Sa commémoration au Burkina Faso sera marquée par une cérémonie de remise de prix des meilleures productions médiatiques sur l'eau et par la signature d'une convention de partenariat entre le ministère de l'Eau et de l'assainissement et l'Organisation néerlandaise SNV.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

**Les Magistrats dont les noms suivent sont nommés Magistrats
au siège du Tribunal Militaire de Ouagadougou :**

CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE

- Monsieur Issiaka **ZERBO, Mle 130 237 K**, Magistrat de 1^{er} grade, Président de Chambre, Juge à la Chambre de Première Instance ;
- Madame Wendlamita Honorine **OUEDRAOGO, Mle 130 371 L**, Magistrat de 1^{er} grade, Juge ;
- Monsieur Seydou **SANOU, Mle 130 378 B**, Magistrat de 1^{er} grade, Juge ;
- Monsieur Wendlassida Vincent **RAMDE, Mle 130 388 M**, Magistrat de 1^{er} grade, Juge ;
- Magistrat Capitaine Wend-Pouyré Frédéric **OUEDRAOGO**, Juge ;
- Magistrat Capitaine Roger **GOUNGOUNGA**, Juge ;
- Magistrat Lieutenant Alassane Ismaël **TRAORE**, Juge.

CHAMBRE DE CONTROLE DE L'INSTRUCTION

- Monsieur Fortuné Gaétan **ZONGO, Mle 130 224 G**, Magistrat de 1^{er} grade, Président de Chambre ;
- Madame Julie Rose **OUEDRAOGO, Mle 130 338 H**, Magistrat de 1^{er} grade, Conseiller ;
- Monsieur Mahamadou **SANFO, Mle 130 348 U**, Magistrat de 1^{er} grade, Conseiller ;

- Monsieur Bassérou **BARRY, Mle 130 377 M**, Magistrat de 1^{er} grade, Conseiller.

CHAMBRE D'APPEL

- Madame Berthe **SOME/KAMBOU, Mle 130 223 T**, Magistrat de grade exceptionnel, Présidente de Chambre ;
- Monsieur Léon **MOYENGA, Mle 130 327 H**, Magistrat de 1^{er} grade, Conseiller ;
- Monsieur Zoéwendpanga Albert **KABORE, Mle 130 339 J**, Magistrat de 1^{er} grade, Conseiller ;
- Monsieur Mathias **OUEDRAOGO, Mle 130 420 H**, Magistrat de 1^{er} grade, Conseiller.

JUGES D'INSTRUCTION

- Magistrat Capitaine San Polycarpe **TRAORE**, Cabinet d'Instruction n°1;
- Magistrat Capitaine Abdoul Kader Anselme Martial **OUATTARA**, Cabinet d'Instruction n°2.

Les Magistrats dont les noms suivent, sont nommés aux fonctions de Magistrats du Parquet, près le Tribunal Militaire de Ouagadougou :

- Procureur Militaire : Magistrat Commandant Wend-Iassida Judith Pascaline **ZOUNGRANA** ;
- 1^{er} Substitut du Procureur Militaire : Magistrat Capitaine Wendlamita Adama Modeste **PANANDTIGRI** ;
- 2^{ème} Substitut du Procureur Militaire : Magistrat Capitaine Pousbila Alphonse **ZORMA** ;

- 3^{ème} Substitut du Procureur Militaire : Magistrat Capitaine Ahmed Ferdinand **SOUNTOURA** ;
 - 4^{ème} Substitut du Procureur Militaire : Magistrat Capitaine Sountonoma **KABORE** ;
 - 5^{ème} Substitut du Procureur Militaire : Magistrat Lieutenant Augustin **SAWADOGO**.
- Monsieur Wend-Pouyré Frédéric **OUEDRAOGO**, Magistrat Capitaine, est nommé Juge chargé de l'Application des Peines, cumulativement à ses fonctions de juge à la Chambre de Première Instance.

Les Officiers et Sous-Officiers des Forces Armées Nationales dont les noms suivent, sont nommés Juges Assesseurs :

ARMEE DE TERRE

01. COL **TARPAGA** Elie, **Officier** ;
02. LCL **OUBA** D. Roméo, **Officier** ;
03. CDT **SAWADOGO** W. A. Rachid, **Officier** ;
04. CDT **COULIBALY** Sosthène Idrissa, **Officier** ;
05. CNE **BADO** Patrick Anicet, **Officier** ;
06. CNE **TASSEMBEDO** W. Elisée, **Officier** ;
07. LTN **SOUBEIGA** Blaise, **Officier** ;
08. LTN **ZOMA** W. Magloire, **Officier** ;
09. SLT **DRABO** Alimata Djamhilatou, **Officier** ;
10. SLT **MOMO** Mathurin, **Officier** ;
11. ACM **YE** Siété, **Mle 86140 10816** ;
12. ACM **MILLOGO** Germain, **Mle 88100 17601** ;

13. ADC **PALE** Sansan, **Mle 87140 12842** ;
14. ADC **ZIDOUEMBA** Sibiri, **Mle 94080 98984** ;
15. ADJ **SAVADOGO** Noufou, **Mle 99280 99841** ;
16. ADJ **SANA** Abdramane, **Mle 97180 99141** ;
17. SCH **ZONGO** Hamadé, **Mle 99280 99835** ;
18. SCH **SALAMBERE** Alassane, **Mle 05360 04232** ;
19. SGT **OUEDRAOGO** Halidou, **Mle 09230 06780** ;
20. SGT **SANKARA** Abdoul Aziz, **Mle 14110 14412**.

ARMEE DE L'AIR

21. LCL **SANON** Aristide, **Officier** ;
22. CNE **COMPAORE** Eric, **Officier** ;
23. LTN **HEMA** Mamadou Koulba, **Officier** ;
24. SLT **BAGUE** Abdoul Rahsmane Fawzi, **Officier** ;
25. ACM **COMPAORE** Martin, **Mle 91140 98489** ;
26. ADC **BELOUM** Didi, **Mle 02110 02089** ;
27. ADJ **SAWADOGO** Hamadou, **Mle 06110 05516** ;
28. SCH **KOUDA** Camille, **Mle 01290 01172** ;
29. SGT **KINDO** Saïdou, **Mle 10390 08685**.

GENDARMERIE NATIONALE

30. COL **PODA** Saturnin, **Officier** ;
31. LCL **COMBARY** William Aristide Nassida, **Officier** ;
32. CES **SIB** Sié Arnaud, **Officier** ;
33. CNE **KABRE** Clément, **Officier** ;
34. LTN **PORGHO** Oumarou, **Officier** ;
35. LTN **SAWADOGO** Faysal, **Officier** ;
36. SLT **KAFANDO** Lassané, **Officier** ;

37. SLT **SANKARA** Yacouba, **Officier** ;
38. ACM **FOLANE** Jean, **Mle 3111** ;
39. ACM **KAMBIRE** Jean Arsène, **Mle 3209** ;
40. ADC **MILLOGO** Onéma, **Mle 3663** ;
41. ADC **ABAKOM** S. Sylvain, **Mle 3689** ;
42. ADJ **TRAORE** Dipan Côme, **Mle 3776** ;
43. ADJ **DAHOUROU** Bafoitian, **Mle 5358** ;
44. MDC **GOMGNIMBOU** Allouvri, **Mle 7166** ;
45. MDC **DOLI** Bithouore, **Mle 7849** ;
46. MDC **OUEDRAOGO** Mamata, **Mle 8454** ;
47. MDL **SOMDA** B. Eloge, **Mle 9293** ;
48. MDL **OUEDRAOGO** K. Seydou, **Mle 10664** ;
49. MDL **LOMPO** Daniel, **Mle 11268**.

GROUPEMENT CENTRAL DES ARMEES

50. GD **DJINDJERE** Dominique, **Officier général** ;
51. GD **TRAORE** Nabéré Honoré, **Officier général** ;
52. GB **BAYALA** Hioua Brice, **Officier général** ;
53. GB **OUEDRAOGO** Nazinigouba, **Officier général** ;
54. INT-CLM **SOMDA** K. Alfred, **Officier** ;
55. CLM **OUEDRAOGO** Boureima, **Officier** ;
56. COL **OUATTARA** Jean Célestin Bernard, **Officier** ;
57. COL **BAKIONO** Fidèle, **Officier** ;
58. LCL **SIAN** H. Jules Modeste, **Officier** ;
59. LCL **OUEDRAOGO** W. T. Dimitri, **Officier** ;
60. CDT **SOUGUE** Christine Gniko, **Officier** ;
61. CDT **KY** Abdoul Karim, **Officier** ;
62. CNE **BAZIE** Hyguia Carpus, **Officier** ;

63. CNE **DIAWARA** Youssouf, **Officier** ;
64. LTN **SAKANA** B. Edgard, **Officier** ;
65. LTN **NACOULMA** A. Razak, **Officier** ;
66. SLT **NIKIEMA** Ibrahim, **Officier** ;
67. SLT **NIKIEMA** Hervé Pascal, **Officier** ;
68. ACM **SANON** Jonas, **Mle 86240 10664** ;
69. ACM **DIASSO** Bouraïma, **Mle 88140 18886** ;
70. ADC **KABORE** Georges, **Mle 94070 98995** ;
71. ADC **KOUSSOUBE** Ousmane, **Mle 88140 17620** ;
72. ADJ **MILLOGO** Sourou, **Mle 94100 98807** ;
73. ADJ **HIEN** Toho, **Mle 99210 99742** ;
74. SCH **KABORE** Hamza, **Mle 12110 10878** ;
75. SCH **BONKOUNGOU** Dominique, **Mle 01200 01059** ;
76. SGT **LAMIZANA** Karim, **Mle 08460 06130** ;
77. SGT **KORGO** Josué, **Mle 04070 03092**.

BRIGADE NATIONALE DE SAPEURS POMPIERS

78. CNE **KABORE** Calixte, **Officier** ;
79. LTN **SAVADOGO** P. Edouard, **Officier** ;
80. SLT **KABORE** Ismaël, **Officier** ;
81. ACM **KOUSSOUBE** Bernard, **Mle 85150 05364** ;
82. ADC **OUEDRAOGO** Emile, **Mle 95110 98649** ;
83. ADJ **MEDA** K. Arsène, **Mle 99130 00113** ;
84. SCH **YAGO** Blaise, **Mle 99130 00220** ;
85. SGT **YARO** A. Jeanne d'Arc, **Mle 10110 08977**.

B. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire divisionnaire pour compter du 26 juillet 2017 :

- 1. Célestin FORGO, Mle 28 090 K ;**
- 2. Alizetta KABORE, Mle 28 092 Z ;**
- 3. Abdoul Salam KAGUINI, Mle 28 093 M.**

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire principal pour compter du 1^{er} janvier 2016 :

- 1. Dieudonné KOYENGA, Mle 57 421 V ;**
- 2. Pascal DABIRE, Mle 59 939 A ;**
- 3. Naloubebouele Annick DABIRE, Mle 92 573 P ;**
- 4. Honoré Grégoire KARAMBERY, Mle 92 574 D ;**
- 5. Henriette RAMDE/NIKIEMA, Mle 92 575 M ;**
- 6. Sidi Mohamed SANA, Mle 110 114 J ;**
- 7. Julienne TIENDREBEOGO, Mle 92 576 Y ;**
- 8. Geoffroy YOGO, Mle 98 062 K ;**
- 9. Dabissi David LANKOANDE, Mle 28 515 S ;**
- 10. Jean Pierre YABRE, Mle 28 521 K ;**
- 11. Henri SEMDE, Mle 28 522 S.**

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire principal pour compter du 28 juillet 2016 :

- 12. Joseph COMPAORE, Mle 110 108 E ;**
- 13. Abdoul Aziz GAMENE, Mle 110 109 F ;**
- 14. Lassina GUITI, Mle 110 110 T ;**
- 15. Bakary Philippe KONATE, Mle 110 111 A ;**
- 16. Mahamoudou MINOUNGOU, Mle 110 112 G ;**
- 17. Sibiry NEYA, Mle 110 113 V ;**
- 18. Abdoulaye SIDIBE, Mle 110 115 T ;**
- 19. Pascal YABRE, Mle 110 116 D ;**
- 20. Tchinro YE, Mle 110 117 B.**

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire principal pour compter du 14 juillet 2017 :

- 21. Eric Toussaint Zienoweyi BATIENO, Mle 113 368 J ;**
- 22. Xavier BATIOBO, Mle 113 369 K ;**
- 23. Madou DRABO, Mle 113 370 X ;**
- 24. Eloi GUIGMA, Mle 113 371 E ;**
- 25. Binadibe Salifou LANKOANDE, Mle 113 372 L ;**
- 26. Mahamadi OUBDA, Mle 113 373 Z ;**
- 27. Issa OUEDRAOGO, Mle 113 374 N ;**
- 28. Oussenou OUEDRAOGO, Mle 113 375 X ;**

29. Ahmed TRAORE, Mle 113 376 H ;

30. Ibrahim TRAORE, Mle 113 377 F ;

31. Boukary ZANGO, Mle 113 378 V.

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire principal pour compter du 18 juillet 2018 :

32. Daouda BARRY, Mle 203 370 Z ;

33. Albert KABRE, Mle 203 369 M ;

34. Nogmanegre Claude OUEDRAOGO, Mle 203 367 X ;

35. Oscar Arzouma OUEDRAOGO, Mle 203 368 L.

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire pour compter du 1^{er} janvier 2016 :

1. Seydou Honoré OUATTARA, Mle 98 063 D ;

2. Etienne KAGAMBEGA, Mle 222 272 J ;

3. Kangabega ETIENNE, Mle 222 271 C ;

4. ABDOULAYE KEBRE, Mle 222 269 H ;

5. Hubert KI, Mle 222 273 X ;

6. Frédéric OUEDRAOGO, Mle 222 270 V ;

7. Drissa BAMOUNI, Mle 59 940 N

8. Josiane Moukono BANHORO, Mle 59 942 P ;

9. Siaka BAYOULOU, Mle 59 943 C ;

10. Armand SANOU, Mle 59 949 P ;

- 11. Harouna TARNAGADA, Mle 59 951 U ;**
- 12. Ibrama BANAZARO, Mle 59 941 H ;**
- 13. Lacina COULIBALY, Mle 59 944 X ;**
- 14. Karim SOUGUE, Mle 59 950 C ;**
- 15. Cyrile TRAORE, Mle 59 952 A ;**
- 16. Moussa ZOMODO, Mle 59 954 L ;**
- 17. Bifienlo Policarpe COULIBALY, Mle 240 045 A ;**
- 18. Jean Marie KABRE, Mle 240 053 M ;**
- 19. Vincent KONOMBO, Mle 240 049 B ;**
- 20. Kusiélé Bob Zié Jean Wilfrid MEDA, Mle 240 046 P ;**
- 21. Mahamoudou PACERE, Mle 240 044 J ;**
- 22. Harouna SAVADOGO, Mle 240 047 S ;**
- 23. Sabila SAWADOGO, Mle 240 051 G ;**
- 24. Sidbewendin Claude SAWADOGO, Mle 240 056 D ;**
- 25. Micailou TRAORE, Mle 240 050 P ;**
- 26. Evariste ZOUGMORE, Mle 240 058 S ;**
- 27. Dénis BAGA, Mle 98 064 T ;**
- 28. Evariste De-N'Gon-Non-Na DALA DIT TOE, Mle 113 354 S ;**
- 29. Ardiouma MILLOGO, Mle 98 072 B ;**
- 30. Adama SANON, Mle 98 067 R ;**
- 31. Harouna ZIHIRI, Mle 98 071 V ;**
- 32. Mamadou BANAZARO, Mle 57 402 E ;**

- 33. Brahima COULIBALY, Mle 98 066 M ;**
- 34. Kalfa MILLOGO, Mle 98 068 Z ;**
- 35. Eric OUEDRAOGO, Mle 110 120 D ;**
- 36. Ramata OUEDRAOGO, Mle 203 381T ;**
- 37. Seydou BAGA, Mle 113 350 A ;**
- 38. Hamidou KABORE, Mle 113 356 L ;**
- 39. Sifouyane SEYNOU, Mle 57 416 M ;**
- 40. Bavrou TIENE, Mle 110 121 L ;**
- 41. Etienne BONKOUNGOU, Mle 110 118 R ;**
- 42. Efrem Modeste KY, Mle 57 412 R ;**
- 43. Hamado OUEDRAOGO, Mle 59 947 J ;**
- 44. Sibidi Angélique SIEZA/KUELA, Mle 91 190 A ;**
- 45. Abdoulaye THIOMBIANO, Mle 59 965 X ;**
- 46. Wendmi Rachel TIENDREBEOGO, Mle 203 374 R ;**
- 47. Tanga Jean Baptiste YAMEOGO, Mle 113 365 L ;**
- 48. Tarwendpanga Eric YOUGBARE, Mle 59 971 Y ;**
- 49. Amidou ZERBO, Mle 113 366 X ;**
- 50. Souleymane ZERBO, Mle 113 367 V ;**
- 51. W. Bertin ILBOUDO, Mle 203 386 W ;**
- 52. Adama KABORE, Mle 113 355 A ;**
- 53. Mouri SABO, Mle 53 643 H ;**
- 54. Oumarou SAWADOGO, Mle 91 192 P ;**

55. Ousseini ZOURE, Mle 203 372 N.

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire pour compter du 26 juillet 2017 :

56. Wendemi Théodore KAGAMBEGA, Mle 57 410 B ;

57. Boureima NIKIEMA, Mle 57 413 D ;

58. Kielgabé NIKIEMA, Mle 53 645 F ;

59. Elysée SIMPORE, Mle 57 401 Y.

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire pour compter du 14 septembre 2018 :

60. Armand SAWADOGO, Mle 57 379 G ;

61. Issa THANOU, Mle 203 375 Z ;

62. Ousseini ZABRE, Mle 88 503 T ;

63. Séni ZABRE, Mle 88 552 J ;

64. Pinga ZONGO, Mle 88 511 J.

Les personnes dont les noms suivent sont nommées dans le grade d'inspecteur de sécurité pénitentiaire pour compter du 27 juillet 2019 :

65. Madi DABILGOU, Mle 88 349 R ;

66. Oumarou DEMI, Mle 240 037 C ;

67. Boubacar SAWADOGO, Mle 240 034 V ;

68. Arouna SONDE, Mle 92 656 K ;

69. Mamadou TRAORE, Mle 92 665 K.

III.2. NOMINATIONS DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à la nomination d'Administrateurs aux Conseils d'administration :

- du Centre national des manuels et fournitures scolaires (CENAMAFS) au titre du ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales ;
- de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale ;
- de l'Agence de conseil et de maîtrise d'ouvrage délégué en bâtiment et aménagement urbain (ACOMOD-BURKINA) au titre du ministère de l'Urbanisme, de l'habitat et de la ville.

La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Burkina Faso.

Le Ministre de la Communication et
des Relations avec le Parlement,
Porte-parole du gouvernement

Ousséni TAMBOURA
Officier de l'Ordre de l'Étalon